

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 22 mai 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'ordonnance "portant création d'un service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 28 mai 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 mei 1990 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp", heeft op 28 mei 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

1. Dans l'exposé des motifs, le chapitre consacré à l'examen du projet article par article, doit s'intituler "Commentaire des articles".

2. En ce qui concerne l'arrêté de présentation, il résulte de l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, qu'un Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise n'a pas la qualité de membre de l'Exécutif de cette Région et ne peut donc présenter un projet d'ordonnance.

Les mots "et (à) l'initiative du Secrétaire d'Etat ayant la lutte contre l'incendie ..." doivent être omis.

3. Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "§ 1er" et non "§ 1".

4. Il convient de bannir les majuscules inutiles. Ainsi, au lieu d'écrire "le Service d'Incendie", il faut écrire "le Service d'incendie".

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.DISPOSITIF.Chapitre premier et chapitre II.

Les chapitres premier et II peuvent être groupés en un seul chapitre, intitulé "Dispositions générales".

Article 2.

1. Les tirets doivent être remplacés par 1E et 2E.
2. Le texte sous le troisième et le quatrième tiret doit être omis.

Article 3.

1. Dans le texte français, au paragraphe 1er, pour éviter d'utiliser deux fois le mot "dénommé", il est proposé d'écrire : "Il est créé un organisme d'intérêt public intitulé "Service ...", ci-après dénommé ...".
2. Le paragraphe 2 peut constituer l'alinéa 2 du paragraphe 1er.
3. Le paragraphe 3, devenant le paragraphe 2, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. A l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est insérée, selon l'ordre alphabétique, la mention suivante : "Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale"."

Article 4.

1. Les paragraphes 1er et 3 comportent des dispositions normatives ayant trait aux services d'incendie, qui n'entrent ni dans la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, ni dans celle de l'agglomération bruxelloise. Ces paragraphes doivent donc être omis. Les précisions qu'ils portent pourraient éventuellement être insérées dans l'exposé des motifs.

2. Le paragraphe 2, devenant l'alinéa unique de l'article 4, serait mieux rédigé comme suit :

"Le Service d'incendie est chargé de l'exercice des attributions de l'agglomération bruxelloise dans les matières de la lutte contre l'incendie et de l'aide médicale urgente".

Article 5.

L'article est superflu et doit donc être omis.

Article 6 (devenant l'article 5).

.../...

La délégation à l'Exécutif est trop large et doit être précisée dans le texte même. Il y a notamment lieu de tenir compte des contraintes prévues par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Article 7 (devenant l'article 6).

1. A l'alinéa 1er, les mots "/fonctionnaire dirigeant ou fonctionnaire dirigeant adjoint" doivent être omis car ils sont source de confusion.

Conformément à l'article 1er de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie, le service d'incendie est dirigé uniquement par l'officier, chef du service.

2. A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire : "appartenant respectivement à un rôle linguistique différent ...".

3. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"L'Exécutif détermine les délégations de compétences qui leur sont attribuées. Il arrête les cas dans lesquels leur signature conjointe n'est pas exigée".

Article 8 (devenant l'article 7).

.../...

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le Service d'incendie peut exercer des activités commerciales compatibles avec les missions qui lui sont confiées".

2. Dans le texte français, à l'alinéa 2, le mot "compatible" doit évidemment être remplacé par le mot "comptable".

Article 9 (devenant l'article 8).

1. La division en paragraphes ne se justifie pas et doit être omise.

2. Le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, est rédigé comme suit :

"L'Exécutif nomme le personnel du Service d'Incendie. L'Exécutif peut autoriser l'engagement de personnel sous le régime de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, dans les cas prévus dans l'article 4 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public. L'Exécutif décrit les tâches auxiliaires ou spécifiques".

Il résulte de la combinaison des articles 9, 13, § 6, 87, § 4, et 96 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par celle du 8 août 1988, et de l'article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, applicable au Service d'incendie en vertu de l'article 3 de l'ordonnance

.../...

en projet, que les Exécutifs des Communautés et des Régions sont, dans l'état actuel de la législation, compétents pour fixer le statut administratif et pécuniaire du personnel des organismes publics dépendant des Communautés et des Régions, moyennant l'accord du Ministre national de la Fonction publique.

Dans son avis L. 19.193/8 du 14 novembre 1989 sur un projet de décret "houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap", le Conseil d'Etat, section de législation, a considéré qu'aussi longtemps que l'article 13, § 6, de la loi spéciale précitée reste en vigueur, l'accord du Ministre national ayant la fonction publique dans ses attributions demeure requis en ce qui concerne le statut administratif ou pécuniaire des organismes d'intérêt public ressortissant à la Communauté (ou à la Région), sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la réglementation est l'oeuvre de l'Exécutif - ce qui est la situation normale - ou du Conseil - ce que la Cour d'arbitrage admet (Vl. R., session 1989-1990, document 318/1, pp. 58 et 59). Il n'apparaît pas des pièces soumises au Conseil d'Etat que cet accord ait été donné.

La même observation vaut pour le paragraphe 4 de l'article 9.

Par ailleurs, la référence à l'article 4 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public est inadéquate dans la mesure où cette disposition s'applique aux organismes d'intérêt public soumis au pouvoir de contrôle ou de tutelle

.../...

de l'Etat et visés à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, mais non aux organismes publics dépendant des Communautés et des Régions.

Article 10 (devenant
l'article 9).

Au début de l'article, il y a lieu d'écrire : "Sans préjudice de l'article 5, alinéa 7, de la loi spéciale ...".

Article 11 (devenant
l'article 10).

1. A la fin du 1E, il y a lieu d'écrire : "et ceux inscrits au budget de l'Agglomération;".

2. Le 3E serait mieux rédigé comme suit :

"3Eles recettes liées à son action et les indemnités pour prestations;".

3. Au 4E, il faut écrire : "les moyens prévus par la loi" et viser expressément la loi avec sa date et son intitulé.

4. Au 6E, il faut écrire : "les emprunts contractés en exécution d'un programme ...".

Signature.

.../...

Conformément à l'observation formulée au sujet de l'arrêté de présentation, il y a lieu d'omettre la signature du Secrétaire d'Etat.

.../...

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, dient de Raad van State er zich toe te bepalen de volgende opmerkingen te formuleren :

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. In de memorie van toelichting dient het opschrift van het hoofdstuk gewijd aan het artikelsgewijze onderzoek van het ontwerp als volgt te luiden : "Toelichting bij de artikelen".

2. Met betrekking tot het indieningsbesluit, blijkt uit artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, dat een Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest geen lid is van de Executieve van dit Gewest en bijgevolg geen ontwerp van ordonnantie kan indienen.

De woorden "en op initiatief van de Staatssecretaris bevoegd voor de brandweer ..." dienen te vervallen.

3. In de Franse tekst schrijve men "§ 1er" in plaats van "§ 1".

4. Waar het niet nodig is is het verboden hoofdletters te gebruiken. Zo schrijve men in het Frans in plaats van "Service d'Incendie", "Service d'incendie".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

BEPALEND GEDEELTE.

Hoofdstuk I en hoofdstuk II.

De hoofdstukken I en II kunnen worden samengevoegd tot een enkel hoofdstuk luidende "Algemene bepalingen".

Artikel 2.

1. De streepjes moeten worden vervangen door 1E en 2E.

2. De tekst onder het derde en het vierde streepje dient te vervallen.

Artikel 3.

1. Om in de Franse tekst van paragraaf 1 geen tweemaal het woord "dénommé" te moeten gebruiken, wordt voorgesteld te schrijven : "Il est créé un organisme d'intérêt public intitulé "Service ...", ci-après dénommé ...".

2. Paragraaf 2 kan een tweede lid van paragraaf 1 vormen.

3. Paragraaf 3, die paragraaf 2 wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. In artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt in alfabetische volgorde de volgende vermelding

.../...

ingevoegd : "Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp".

Artikel 4.

1. De paragrafen 1 en 3 bevatten normatieve bepalingen die betrekking hebben op de brandweerdiensten en die niet tot de bevoegdheid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, noch tot die van de Brusselse Agglomeratie behoren. Die paragrafen dienen bijgevolg te vervallen. De nadere gegevens die ze bevatten kunnen eventueel in de memorie van toelichting worden verwerkt.

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, die het enige lid van artikel 4 wordt, als volgt te redigeren :

"De Brandweerdienst wordt belast met de uitoefening van de bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie inzake brandbestrijding en dringende medische hulp".

Artikel 5.

Het artikel is overbodig en dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

.../...

De delegatie die aan de Executieve wordt gegeven is te ruim en moet in de tekst zelf worden gepreciseerd. Er moet met name rekening worden gehouden met de door artikel 13 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming opgelegde verplichtingen.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

1. In het eerste lid behoren de woorden "/leidend ambtenaar of adjunct-leidend ambtenaar" te vervallen omdat ze voor verwarring kunnen zorgen.

Overeenkomstig artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand, wordt de brandweerdienst alleen geleid door de officier, hoofd van de dienst.

2. In het tweede lid is het beter te schrijven "die elk tot een verschillende taalrol behoren en door de Executieve worden benoemd volgens de regels die zij bepaalt".

3. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te redigeren :

"De Executieve bepaalt de delegaties van bevoegdheden die hun worden verleend. Zij bepaalt in welke gevallen het niet nodig is dat zij gezamenlijk hun handtekening plaatsen".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"De Brandweerdienst kan handelsactiviteiten uitoefenen die verenigbaar zijn met de opdrachten die eraan worden toevertrouwd".

2. In de Franse tekst van het tweede lid behoort het woord "compatible" uiteraard te worden vervangen door het woord "comptable".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

1. Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen. Die indeling dient te vervallen.

2. Paragraaf 3, die het derde lid wordt, luidt als volgt :

"De Executieve benoemt het personeel van de Brandweerdienst. De Executieve kan toelating verlenen personeel aan te werven onder het stelsel van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten in de gevallen voorzien in artikel 4 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut. De Executieve omschrijft de specifieke of bijkomende opdrachten".

.../...

Uit de artikelen 9, 13, § 6, 87, § 4, en 96 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, samengelezen met artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, die van toepassing is op de Brandweerdienst krachtens artikel 3 van de ontworpen ordonnantie, blijkt dat de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven, zoals de wetgeving nu is, bevoegd zijn om het administratief statuut en de bezoldigingsregeling vast te stellen van de openbare instellingen die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren, met de goedkeuring van de nationale Minister van Openbaar Ambt.

In zijn advies L. 19.193/8 van 14 november 1989 over een ontwerp van decreet "houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap", heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, geoordeeld dat zolang artikel 13, § 6, van de bovengenoemde bijzondere wet van kracht blijft, voor het administratief of het geldelijk statuut van de onder een Gemeenschap (of een Gewest) ressorterende instellingen van openbaar nut, nog steeds het akkoord vereist is van de nationale Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, zonder dat er een onderscheid hoeft te worden gemaakt naargelang de regeling het werk is van de Executieve - wat de normale gang van zaken is - of van de Raad - wat het Arbitragehof toelaat (Vl. R., zitting 1989-1990, stuk 318/1, blz. 58 en 59). Uit de bij de Raad van State ingediende stukken blijkt niet dat zo'n akkoord is verleend.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 4 van artikel 9.

Voorts is de verwijzing naar artikel 4 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut irrelevant in zoverre die bepaling van toepassing is op de instellingen van openbaar nut die onder de controle of het toezicht van de Staat staan en bedoeld zijn in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988, doch niet op de openbare instellingen die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Aan het begin van het artikel behoort er te worden geschreven : "Onverminderd artikel 5, zevende lid, van de bijzondere wet ...".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

1. De bepaling onder 1E moet als volgt worden gesteld :

.../...

"1Ede op de begroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en op de begroting van de Agglomeratie uitgetrokken kredieten".

2. De bepaling onder 3E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3Ede ontvangsten die verband houden met zijn activiteit en de vergoedingen voor diensten;".

3. In 4E behoort er te worden geschreven : "de door de wet voorgeschreven middelen". Tevens dient de wet uitdrukkelijk met haar datum en haar opschrift te worden vermeld.

4. In 6E behoort er te worden geschreven : "de leningen aangaan tot uitvoering van een door de Executieve goedgekeurd investeringsprogramma".

Ondertekening.

Gelet op de opmerking over het indieningsbesluit moet de handtekening van de Staatssecretaris vervallen.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :
de Heren :

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

C.-L. CLOSSET,
R. ANDERSEN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DERROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version
française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par
M. D. BATSELE, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. D. BATSELE,
adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DERROY.

P. FINCOEUR.